

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/46173]

16 OCTOBRE 2023. — Loi portant des dispositions diverses
en matière sociale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Assurance indemnités des travailleurs salariés*

Section 1^{re}. — Octroi d'une prime de reprise du travail

Art. 2. L'article 110/1 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi-programme du 26 décembre 2022, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

“§ 2. La demande d'octroi de la prime de reprise du travail conformément au paragraphe 1^{er} comprend, selon le cas, les catégories de données suivantes qui sont transmises à l'organisme compétent pour le paiement de cette prime de reprise du travail, déterminé conformément au paragraphe 1^{er}:

1° les données d'identification de l'employeur, plus précisément, la dénomination précise ou l'identité précise de l'employeur, le numéro d'identification à la Banque carrefour des entreprises, visé à l'article III.17 du Code de droit économique ou le numéro d'inscription à l'Office national de sécurité sociale, visé à l'article 33, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 portant exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs et l'adresse précise de son siège social ou de son siège d'exploitation;

2° les coordonnées de contact de l'employeur ou de son préposé ou mandataire;

3° les données d'identité du travailleur, plus précisément le nom, le prénom et le numéro d'identification, visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

4° les données concernant la nature de la relation de travail;

5° le numéro de compte bancaire de l'employeur souhaitant bénéficier de la prime de reprise du travail.

L'organisme compétent pour le paiement de la prime de reprise du travail déterminé conformément au paragraphe 1^{er} est responsable pour le traitement des données telles que prévues à l'alinéa 1^{er}.

La finalité du traitement de ces données est l'octroi d'une prime de reprise du travail à l'employeur concerné conformément aux conditions prévues au paragraphe 1^{er}.

Ces données sont conservées pendant la durée nécessaire à la réalisation de la finalité de leur traitement, avec une durée de conservation maximale de trois années à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la clôture du dossier d'incapacité de travail chez l'organisme assureur.”

Art. 3. Cette section produit ses effets le 1^{er} avril 2023.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/46173]

16 OKTOBER 2023. — Wet houdende diverse bepalingen
inzake sociale zaken (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Uitkeringsverzekering voor werknemers*

Afdeling 1. — Toekenning van een werkhervattingspremie

Art. 2. Artikel 110/1 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de programmawet van 26 december 2022, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal worden, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

“§ 2. De aanvraag tot toekenning van de werkhervattingspremie overeenkomstig paragraaf 1 bevat, naargelang het geval, de volgende categorieën van gegevens die worden verzonden naar de instelling bevoegd voor de betaling van deze werkhervattingspremie vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1:

1° de identificatiegegevens van de werkgever, meer bepaald, de precieze naam of de precieze identiteit van de werkgever, het identificatienummer van de Kruispuntbank van ondernemingen, bedoeld in artikel III.17 van het Wetboek van economisch recht of het inschrijvingsnummer bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 33, § 1, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en het precieze adres van zijn maatschappelijke zetel of vestigingszetel;

2° de contactgegevens van de werkgever of zijn aangestelde of lasthebber;

3° de identiteitsgegevens van de werknemer, meer bepaald de naam, de voornaam en het identificatienummer, bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

4° de gegevens over de aard van de arbeidsrelatie;

5° het bankrekeningnummer van de werkgever die de werkhervattingspremie wenst te genieten.

De instelling bevoegd voor de betaling van de werkhervattingspremie vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1 is verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens zoals bepaald in het eerste lid.

De verwerking van deze gegevens heeft tot doel aan de betrokken werkgever een werkhervattingspremie toe te kennen overeenkomstig de voorwaarden bepaald in paragraaf 1.

Deze gegevens worden niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van het doel van de verwerking ervan, met een maximale bewaartermijn van drie jaar te rekenen vanaf 1 januari van het jaar volgend op de afsluiting van het arbeidsongeschiktheidsdossier in de verzekeringsinstelling.”

Art. 3. Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 april 2023.

Section 2. — Système de financement pour l'achat de services par des titulaires reconnus en incapacité de travail dont le contrat de travail a pris fin pour force majeure médicale

Art. 4. Dans l'article 110/2 de la même loi, inséré par la loi-programme du 26 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "auxquels ces prestataires de services agréés doivent répondre" sont remplacés par les mots "auxquels ces prestataires de services doivent répondre afin qu'ils puissent être agréés par le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "les modalités de paiement" sont remplacés par les mots "les modalités à respecter par les prestataires de services agréés visés à l'alinéa 1^{er} afin de pouvoir recevoir le paiement";

3° le paragraphe 2 est complété par six alinéas, rédigés comme suit:

"La demande du prestataire de services afin de pouvoir être reconnu par le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités en vertu de l'alinéa 1^{er}, contient les catégories de données suivantes:

1° les données d'identification du prestataire de services, plus précisément la dénomination exacte, le numéro d'identification à la Banque carrefour des entreprises, visé à l'article III.17 du Code de droit économique, et l'adresse précise du siège social ou du siège d'exploitation;

2° les coordonnées de contact du prestataire de services;

3° les données d'identité de toutes les personnes qui peuvent fournir le service spécialisé adapté pour le compte du prestataire de services aux titulaires concernés qui sont reconnus en incapacité de travail conformément à l'article 100, plus précisément le nom, le prénom et le numéro d'identification, visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ainsi que leurs coordonnées de contact, les données pertinentes sur leur carrière et les formations pertinentes qu'ils ont suivies;

4° les données spécifiant le service spécialisé adapté à fournir par le prestataire de services avec, le cas échéant, l'indication d'un ou de plusieurs groupes cibles spécifiques auxquels ce service spécialisé adapté est destiné;

5° les données concernant le label de qualité, à déterminer par le Roi conformément à l'alinéa 1^{er}, que le prestataire de services doit posséder.

La demande d'octroi d'une intervention du "Fonds Retour Au Travail" introduite par le titulaire en vertu de l'alinéa 2, comprend, selon le cas, les catégories de données suivantes:

1° les données d'identité du titulaire, plus précisément le nom, le prénom et le numéro d'identification, visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et l'adresse de sa résidence;

2° les coordonnées de contact du titulaire;

3° le cas échéant, l'indication que le contrat de travail du titulaire a été résilié pour cause de force majeure, telle que visée à l'article 34, § 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

4° la dénomination précise du prestataire de services agréé auprès duquel le titulaire souhaite acheter le service spécialisé adapté et la date de début et de fin attendue de ce service spécialisé adapté;

5° l'avis positif sur la compatibilité du service spécialisé adapté envisagé avec l'état de santé général du titulaire, fourni par un praticien d'une profession des soins de santé déterminé par le Roi, si ce service spécialisé adapté ne fait pas partie d'un "Trajet Retour Au Travail" visé à l'article 100, § 1^{er}/1;

6° le cas échéant, les données d'autres services spécialisés adaptés auquel le titulaire fait appel dans le cadre de sa carrière professionnelle;

7° le consentement du titulaire sur le canal via lequel l'Institut communique avec lui dans le cadre du traitement de sa demande et, le cas échéant, pendant et après l'exécution du service spécialisé adapté par le prestataire de service agréé.

Afdeling 2. — Financieringssysteem voor het inkopen van dienstverlening door de arbeidsongeschikt erkende gerechtigden waarvan de arbeidsovereenkomst werd beëindigd wegens overmacht om medische redenen

Art. 4. In artikel 110/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de programwet van 26 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid worden de woorden "waaraan deze erkende dienstverleners moeten voldoen" vervangen door de woorden "waaraan deze dienstverleners moeten voldoen opdat ze door de leidend ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen kunnen worden erkend";

2° in paragraaf 2, tweede lid worden de woorden "na te leven aanvraag- en betalingsvoorwaarden" vervangen door de woorden "na te leven aanvraagvoorwaarden en de door de erkende dienstverleners bedoeld in het eerste lid na te leven voorwaarden om de betaling te kunnen ontvangen";

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met zes leden, luidende:

"De aanvraag van de dienstverlener om krachtens het eerste lid door de leidend ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen te kunnen worden erkend, bevat de volgende categorieën van gegevens:

1° de identificatiegegevens van de dienstverlener, meer bepaald de precieze naam, het identificatienummer van de Kruispuntbank van ondernemingen, bedoeld in artikel III.17 van het Wetboek van economisch recht, en het precieze adres van de maatschappelijke zetel of vestigingsetel;

2° de contactgegevens van de dienstverlener;

3° de identiteitsgegevens van alle personen die voor rekening van de dienstverlener de gespecialiseerde dienstverlening op maat kunnen verstrekken aan de betrokken gerechtigden die arbeidsongeschikt zijn erkend overeenkomstig artikel 100, meer bepaald de naam, de voor-naam en het identificatienummer, bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, evenals hun contactgegevens, de relevante gegevens inzake hun loopbaan en de door hen relevante gevolgde opleidingen;

4° de gegevens die de door de dienstverrichter te verstrekken gespecialiseerde dienstverlening op maat nader omschrijven met, in voorkomend geval, de vermelding van één of meerdere specifieke doelgroepen waarvoor deze gespecialiseerde dienstverlening op maat bestemd is;

5° de gegevens inzake het overeenkomstig het eerste lid door de Koning te bepalen kwaliteitslabel waarover de dienstverlener moet beschikken.

De aanvraag tot toekenning van een tussenkomst van het "Terug Naar Werk-fonds" die krachtens het tweede lid door de gerechtigde is ingediend, bevat, naargelang het geval, de volgende categorieën van gegevens:

1° de identiteitsgegevens van de gerechtigde, meer bepaald de naam, de voornaam, het identificatienummer, bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid en het adres van zijn hoofdverblijfplaats;

2° de contactgegevens van de gerechtigde;

3° in voorkomend geval, de aanduiding dat de arbeidsovereenkomst van de gerechtigde is beëindigd wegens overmacht, als bedoeld in artikel 34, § 1, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

4° de precieze benaming van de erkende dienstverlener bij wie de gerechtigde de gespecialiseerde dienstverlening op maat wil inkopen en de verwachte begin- en einddatum van deze gespecialiseerde dienstverlening op maat;

5° het positieve advies inzake de verenigbaarheid van de beoogde gespecialiseerde dienstverlening op maat met de algemene gezondheidstoestand van de gerechtigde dat is verstrekt door een beoefenaar van een gezondheidszorgberoep bepaald door de Koning indien deze gespecialiseerde dienstverlening op maat geen deel uitmaakt van een "Terug Naar Werk-traject" bedoeld in artikel 100, § 1/1;

6° in voorkomend geval, de gegevens over andere gespecialiseerde dienstverlening op maat waarop de gerechtigde in het kader van zijn beroepsloopbaan een beroep doet;

7° de instemming van de gerechtigde met het kanaal waarlangs het Instituut met hem communiceert in het kader van de behandeling van zijn aanvraag en, in voorkomend geval, tijdens en na afloop van de uitvoering van de gespecialiseerde dienstverlening op maat door de erkende dienstverlener.

La demande du prestataire de services agréé de recevoir, en vertu de l'alinéa 2, le paiement pour le service spécialisé adapté fourni contient les catégories de données suivantes:

1° les données d'identification du prestataire de services, plus précisément la dénomination exacte, le numéro d'identification à la Banque carrefour des entreprises, visé à l'article III.17 du Code de droit économique et l'adresse précise du siège social ou du siège d'exploitation;

2° les données d'identité du titulaire qui a bénéficié du service spécialisé adapté, plus précisément le nom, le prénom et le numéro d'identification, visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

3° un aperçu du service spécialisé adapté fourni.

L'Institut est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'il effectue dans le cadre et aux fins de la mission qui est confiée conformément au présent paragraphe.

Les membres du personnel de l'Institut chargés de l'exécution des missions liées au fonctionnement du "Fonds Retour Au Travail" en vertu de la présente disposition ont accès aux données traitées dans ce cadre.

Les données sont conservées pendant la durée nécessaire à la réalisation de la finalité de leur traitement, avec une durée de conservation maximale de trois années à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la clôture du dossier d'incapacité de travail.”;

4° il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

“§ 4. Si le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités accorde, en vertu du paragraphe 2, une intervention du "Fonds Retour Au Travail" au titulaire, l'Institut en informe l'organisme assureur auquel ce titulaire est affilié ou inscrit.”.

Art. 5. Dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, rétabli par la loi-programme du 26 décembre 2022, les mots "15 jours calendrier" sont remplacés par les mots "45 jours”.

Art. 6. L'article 168 de la loi-programme du 26 décembre 2022 est remplacé par ce qui suit:

“Le présent chapitre entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard le 1^{er} avril 2024.”.

Art. 7. Cette section entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard le 1^{er} avril 2024, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le dixième jour après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 3. — Réduction groupe-cible pour les premiers engagements

Art. 8. L'article 336, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2021, est complété par un alinéa, rédigé comme suit:

“G20 est égal à 3.100 euros.”.

Art. 9. Dans l'article 342, alinéa 1^{er} de la même loi, modifié par la loi du 26 décembre 2015, le mot "six" est remplacé par le mot "trois”.

Art. 10. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles transitoires applicables aux réductions groupe-cible pour l'engagement d'un quatrième, d'un cinquième et d'un sixième travailleur qui, en application de l'article 342 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, a commencé à travailler avant la date d'entrée en vigueur du présent chapitre.

Art. 11. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

De aanvraag van de erkende dienstverlener om krachtens het tweede lid de betaling voor de verstrekte gespecialiseerde dienstverlening op maat te ontvangen, bevat de volgende categorieën van gegevens:

1° de identificatiegegevens van de dienstverlener, meer bepaald de precieze naam, het identificatienummer van de Kruispuntbank van ondernemingen, bedoeld in artikel III.17 van het Wetboek van economisch recht en het precieze adres van de maatschappelijke zetel of vestigingszetel;

2° de identiteitsgegevens van de gerechtigde die de gespecialiseerde dienstverlening op maat heeft genoten, meer bepaald de naam, de voornaam en het identificatienummer, bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

3° een overzicht van de verstrekte gespecialiseerde dienstverlening op maat.

Het Instituut is verantwoordelijk voor de door hem uitgevoerde verwerking van persoonsgegevens in het kader en voor de doeleinden van de overeenkomstig deze paragraaf toevertrouwde opdracht.

De personeelsleden van het Instituut belast met de uitvoering van opdrachten die verband houden met de werking van het "Terug Naar Werk-fonds" krachtens deze bepaling hebben toegang tot de in dit kader verwerkte gegevens.

De gegevens worden niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van het doel van de verwerking ervan, met een maximale bewaartermijn van drie jaar te rekenen vanaf 1 januari van het jaar volgend op de afsluiting van het arbeidsongeschiktheidsdossier.”;

4° het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. Indien de leidend ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen krachtens paragraaf 2 een tussenkomst van het "Terug Naar Werk-fonds" toekent aan de gerechtigde, informeert het Instituut de verzekeringsinstelling waarbij deze gerechtigde is aangesloten of ingeschreven.”.

Art. 5. In artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers, hersteld door de programmawet van 26 december 2022, worden de woorden "vijftien kalenderdagen" vervangen door de woorden "45 dagen”.

Art. 6. Artikel 168 van de programmawet van 26 december 2022 wordt vervangen als volgt:

“Dit hoofdstuk treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 april 2024.”.

Art. 7. Deze afdeling treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 april 2024, met uitzondering van artikel 6 dat in werking treedt de tiende dag na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK 3. — Doelgroepvermindering voor de eerste aanwervingen

Art. 8. Artikel 336, § 1, van de programmawet (I) van 24 december 2002, zoals vervangen bij de wet van 27 december 2021, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“G20 is gelijk aan 3.100 euro.”.

Art. 9. In artikel 342, eerste lid van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, wordt het woord "zes" vervangen door het woord "drie”.

Art. 10. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit, de overgangsregeling die geldt voor de toepassing van de doelgroepverminderingen voor de aanwervingen van een vierde, vijfde en zesde werknemer die in toepassing van artikel 342 van de Programmawet (I) van 24 december 2002, zijn aangevat voor de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk.

Art. 11. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2024.

CHAPITRE 4. — *Financement de la sécurité sociale*
Financement alternatif – travailleurs salariés 2024

Art. 12. L'article 6 de la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 20 novembre 2022, est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit:

“§ 5. À partir de 2024, les pourcentages du présent article sont fixés de telle sorte que les montants des financements alternatifs visés aux articles 2, § 1^{er} et 3, § 1^{er}, comprennent un montant supplémentaire de 54 millions euros, correspondant au montant du coût des augmentations structurelles des réductions de cotisations de 2023.”.

Art. 13. L'article 12 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

CHAPITRE 5. — *Financement de la sécurité sociale*
Financement alternatif – Travailleurs indépendants 2024

Art. 14. L'article 13 de la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, modifié par la loi du 12 juillet 2022, est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit:

“§ 5. À partir de 2024, les pourcentages du présent article sont fixés de telle manière que les montants des financements alternatifs visés aux articles 9, § 1^{er} et 10, § 1^{er}, comprennent un montant supplémentaire de 15,249 millions euros, correspondant aux montants des mesures permettant de promouvoir l'esprit d'entreprise en tant qu'indépendant.”.

Art. 15. L'article 14 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

CHAPITRE 6. — *Les flexi-jobs dans le secteur des soins de santé*

Art. 16. À l'article 2, 13°, de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale, inséré par la loi-programme du 26 décembre 2022 les nombres “86220, 86230,” sont insérés entre le nombre “86210” et le nombre “86901”, le nombre “86907” est inséré entre le nombre “86906” et le nombre “86909” et les nombres “87203, 87205,” sont insérés entre le nombre “87109” et “87301”.

Dans le même article, les mots “et 87203” sont remplacés par les mots “, 87302 et 88102”.

Art. 17. À l'article 5, § 2, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi-programme du 26 décembre 2022 les nombres “86220, 86230,” sont insérés entre le nombre “86210” et le nombre “86901”, le nombre “86907” est inséré entre le nombre “86906”, le nombre “86909” et les nombres “87203, 87205,” sont insérés entre le nombre “87109” et “87301” et les mots “et 87203” sont remplacés par les mots “, 87302 et 88102”.

Art. 18. Les articles 16 et 17 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.Y. DERMAGNE

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

Le Ministre des Affaires sociales
F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. – 55K3495/6
Compte rendu intégral : 05/10/2023

HOOFDSTUK 4. — *Financiering van de sociale zekerheid*
Alternatieve financiering – werknemers 2024

Art. 12. Artikel 6 van de wet van 18 april 2017 houdende hervorming van de financiering van de sociale zekerheid, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 november 2022 wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“§ 5. Vanaf 2024 worden de percentages in dit artikel zodanig vastgesteld dat de bedragen van de alternatieve financieringen bedoeld in artikelen 2, § 1 en 3, § 1, een bijkomend bedrag van 54 miljoen euro omvatten, zijnde het bedrag van de kost van de structurele verhogingen van de bijdragenverminderingen 2023.”.

Art. 13. Het artikel 12 treedt in werking op 1 januari 2024.

HOOFDSTUK 5. — *Financiering van de sociale zekerheid*
Alternatieve financiering – Zelfstandigen 2024

Art. 14. Artikel 13 van de wet van 18 april 2017 houdende hervorming van de financiering van de sociale zekerheid, gewijzigd bij de wet van 12 juli 2022, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“§ 5. Vanaf 2024 worden de percentages in dit artikel zodanig vastgesteld dat de bedragen van de alternatieve financieringen bedoeld in de artikelen 9, § 1 en 10, § 1, een bijkomend bedrag van 15,249 miljoen euro omvatten, dat overeenkomt met de bedragen van de maatregelen ter bevordering van het ondernemerschap als zelfstandige.”.

Art. 15. Het artikel 14 treedt in werking op 1 januari 2024.

HOOFDSTUK 6. — *Flexijobs in de zorgsector*

Art. 16. In artikel 2, 13°, van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken, ingevoegd bij de programmawet van 26 december 2022 worden tussen de getallen “86210” en “86901”, de getallen “86220, 86230,” ingevoegd, tussen de getallen “86906” en “86909”, het getal “86907” en tussen “87109” en “87301”, de getallen “87203, 87205” ingevoegd.

In hetzelfde artikel worden de woorden “en 87302” vervangen door de woorden “, 87302 en 88102”.

Art. 17. In artikel 5, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de programmawet van 26 december 2022 worden tussen de getallen “86210” en “86901”, de getallen “86220, 86230,” ingevoegd, tussen de getallen “86906” en “86909”, het getal “86907”, tussen “87109” en “87301”, de getallen “87203, 87205” ingevoegd, en worden de woorden “en 87302” vervangen door de woorden “, 87302 en 88102”.

Art. 18. Artikel 16 en 17 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.Y. DERMAGNE

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

De Minister van Sociale Zaken
F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken. – 55K3495/6
Integraal Verslag : 05/10/2023